

Du Burundi unitaire à l'Etat fédéral: utopie ou nécessité ?

(ARIB.INFO 09/10/2012)

Ces dix dernières années, nous assistons dans notre pays un réel changement dans le sens du progrès démocratique.

A l'origine de ce progrès se trouvent d'une part la population burundaise qui a bien compris que les conflits ethniques qui ont pendant longtemps endeillé notre pays sont à bannir, et d'autre part, les différents acteurs politiques, sociaux et économiques qui continuent à œuvrer pour renforcer cette jeune démocratie burundaise sans bien évidemment oublier le corps de défense et de sécurité pour son rôle indéfectible à veiller à la sécurité nationale.

Malgré cette avancée, il persiste encore quelques problèmes politiques mais aussi et surtout d'énormes problèmes socio économiques qui doivent trouver des solutions efficaces et durables.

Pour y arriver et en allant plus loin dans la réflexion, on finit par convenir qu'il faut redéfinir notre modèle d'Etat unitaire pour évoluer et s'adapter en fonction des paramètres socio-économiques du moment. On se souviendra qu'en génétique, toute espèce qui ne s'adapte pas en fonction de l'environnement existant est condamnée à disparaître.

Faut-il toujours garder le Burundi comme « Etat Unitaire » c'est-à-dire continuer à considérer que le territoire et l'exercice du pouvoir sont indivisibles et restent aux mains de l'Etat central ?

Le Burundi doit évoluer et faire des aménagements au niveau interne pour des raisons d'efficacité de politiques adoptées, des raisons de développement du territoire et aussi de rapprochement des citoyens. D'où la marche vers le fédéralisme c'est-à-dire une union d'entités territoriales ayant des caractéristiques et la qualité d'un Etat.

Les arguments socio économiques pour la formation des Etats (régions) fédérés sont nombreux, tenez par exemple :

Ø Plutôt que de favoriser une économie productive, concurrentielle, dynamique bien orientée, à tout égard bénéfique en exploitant rationnellement et avec esprit de décision les richesses multiples y compris les ressources humaines, que recèle toutes les régions du pays, le Burundi Etat unitaire s'enferme dans une large mesure et favorise l'économie de rente et de bazar routinière, bedonnante et stagnante à laquelle sont attachés combien de maux sociaux aussi repoussants que dévastateurs.

Ø Plutôt que de promouvoir une politique sociale justement équilibrée, tenant compte des intérêts des uns et des autres, entre les classes et les catégories sociales et surtout entre les régions, le Burundi Etat unitaire favorise l'émergence d'une caste de privilégiés insatiables et arrogants, parfois de même région, qui accumulent toute honte due des richesses colossales au détriments du peuple exploité, méprisé et délaissé.

Il est donc important de souligner que contrairement à l'unitarisme, le respect des principes d'autonomie, de participation et d'égalité des Etats (régions), sont des conditions sine qua none pour un Etat fédéral.

Dans un Etat fédéral, le principe d'égalité garantie aux Etats (régions) membres, une égalité de traitement entre eux sans aucune distinction liée au poids politique ou démographiques, etc.

Dans un Etat fédéral, la participation des Etats (régions) fédérés à la direction de la politique fédérale s'opère par leur participation au sein des instances fédérales chargées d'élaborer cette politique. Ce principe garanti de leur implication à toute modification du traité qui leur confère leur droit.

Dans un Etat fédéral, le principe d'autonomie est celui qui permet le développement des institutions, des normes juridiques propres au territoire de l'Etat fédéré. Cette autonomie

est de décisions mais aussi de gestion dans plusieurs domaines.

Dans un Burundi Etat fédéral, fini les tendances qu'on observe actuellement où un sans emploi ou toute personne qui est en mal avec le pouvoir de Bujumbura, pense directement à la rébellion comme une vache laitière. Il serait pratiquement impossible qu'un mécontent en provenance de Muyinga vienne installer son état major à Bujumbura rural et vice-versa.

Toutefois, malgré les avantages qu'offre le modèle du fédéralisme, ses détracteurs et les mauvaises langues ne tarderont pas à crier haut et fort avec véhémence car se sentant diminués, que c'est impossible, que c'est impensable ou plutôt que c'est un esprit séparatiste et extrémiste. Vous les entendrez argumenter que le Burundi est trop petit en terme de superficie, que tout le monde parle la même langue, qu'ils ont la même culture etc. Donc que penser au fédéralisme relève purement et simplement de l'utopie ou de l'imaginaire.

Mais ils oublient que l'unitarisme comme mode de gestion de la chose publique a prouvé ses limites. D'où toutes les raisons de signer le certificat de décès de ce modèle d'Etat unitaire au profit d'une forme novatrice du pays à partir des entités de base.

Si le Burundi a traversé de la monarchie à la République, de l'époque du parti Etat au multipartisme ; pourquoi serait-il difficile de traverser de l'Etat unitaire à l'Etat fédéral ?

L'appel à la mobilisation et à l'action est donc lancé, notamment aux politiques, aux Hommes de progrès, aux civils et non civils ainsi que les amis du Burundi où qu'ils se situent, où qu'ils agissent d'être conséquents et d'inscrire dans leurs agendas cette belle traversée non désertique.

Si donc, nous voulons un Burundi Etat fédéral, mettons à son service nos savoirs, nos différentes expériences, notre technologie et notre intelligence.

Par Hassan NGENDAKUMANA

© Copyright ARIB.INFO